BEMO 4000006036 EJASA II (2023-2027)

SECTION: Key data

Short name	EJASA 2
Full name	Emploi des Jeunes pour une Amélioration de la Sécurité Alimentaire au nord Benin, phase 2
Summary	EJASA 2 est une mise à l'échelle de la phase pilote EJASA. Il vise à augmenter les revenus pour les jeunes, hommes et femmes, travaillant dans l'agriculture grâce à des systèmes alimentaires plus résilients et inclusifs ; avec une production et une consommation accrue des produits alimentaires à forte valeur nutritionnelle. Le but ultime est d'accroître la résilience économique des jeunes dans le secteur agricole pour une contribution à la prévention de l'extrémisme violent au nord Bénin.
Name of contract party	SNV
Number of contract party	8032
Date of receipt of proposal	29 septembre 2022 (version finale)
Proposal's reference number	Lettre de la SNV du 29/09/2022 transmettant la proposition. MINBUZA-2022.1459561
Activity type	Standard
Budget holder	COT
ODA	Yes
Amount and currency	EUR
Amount in EUR	15.249.550
Start date	01/01/2023
End date	31/12/2027
Anonymise Open data	No
Consultation with embassy / regional department / thematic department	Consultation avec l'Ambassade (COT) et IGG
Related activity	EJASA, numero 4000003975
SAP application number	4000006036
Funds centre	1702U01010026
Prepayment	Yes

SECTION: Policy data

Beneficiary's country/region The **beneficiary country** is the target group's country of residence or country of origin. It is the country that ultimately benefits from the activity. This is not necessarily the country where the activity is implemented. When the activity takes place in several countries in the same region, specify the region concerned using the regional classification (see Help). If not (multiple countries in multiple regions), select **worldwide**.	Country (state the country concerned below) Benin

Specify countries + distribution of the budget over those countries (if known). Only fill in this section the answer above was 'region' or 'worldwide'. Please state the relevant beneficiary countries and estimate what part (in %) of the total budget over the entire activity duration can be attributed to each country. If the distribution of part of the budget is as yet unknown, it can be recorded as unspecified.	**Total** **100%**
Location within the country/ countries (be as specific as possible) When the activity targets one or more specific locations, please specify the location(s) here.	District **Alibori**: Banikoara, Gogounou, Kandi, Karimama, Malanville, Segbana **Atacora**: Boukoumbe, Kerou, Kobli, Kouande, Materi, Natitingou, Pehonko, Tanguieta, Toukountouna.

Aid modality	Project support
Technical assistance	25<TA<50 Between 25% and 50% of the activity budget
CRS code	43072 Household food security program
Policy markers	VdsZek – Sécurité Alimentaire: Principal Wrk Jng - Emploi des Jeunes: Principal GlkhMV - Equality between men and women: Significant KlmAdp - Climate change/ adaptation: Significant Mrkt Toe – Accès au marché: Significant

VdsZek – Sécurité Alimentaire
EJASA 2 contribuera à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en appuyant les jeunes, hommes et femmes à accroître durablement leur productivité et revenu agricoles ainsi que la consommation de produits de bonne qualité nutritionnelle.

Wrk Jng - Emploi des Jeunes
EJASA 2 renforcera l'emploi des jeunes femmes et hommes dans les chaînes de valeurs agricoles porteuses à travers notamment l'amélioration de leurs compétences techniques, personnelles, entrepreneuriales, financières, de gestion, l'appui au développement des modèles d'affaires et à la résolution des contraintes systémiques à la production, la transformation, la commercialisation pour ces jeunes. L'adoption des pratiques agricoles résilientes au climat, la facilitation de l'accès au financement sont également des aspects pris en compte dans l'accompagnement des jeunes.

	GlkhMV - Equality between men and women Le projet EJASA 2 va utiliser une approche « Egalité de Genre et Inclusion Sociale » intersectionnelle et transformatrice pour garantir que les femmes, les hommes, quels que soient leur âge, leur origine ethnique, leur niveau d'alphabétisation ou tout autre déterminant social, puissent participer et bénéficier efficacement des activités. Il prendra en compte tous aspects qui assureront leur meilleure inclusion dans les maillons de chaines de valeur retenus. Il vise 50% de femmes et 50% d'hommes dont des jeunes non scolarisés ou déscolarisés, ayant des perspectives d'éducation et d'emploi, d'accès aux opportunités économiques, limitées. Des jeunes sans emploi en font partie également. KlmAdp - Climate change/ adaptation Le projet appuiera les jeunes, hommes et femmes, à adopter des techniques de production et de transformation qui soient résilientes au changement climatique. Mrkt Toe – Accès au marché EJASA 2 comme EJASA (1) a un focus sur le marché. Il bâtira ses activités sur les chaînes de valeur agricole ayant un fort potentiel de marché et de croissance. Le projet utilisera l'approche d'intelligence de marché et le système d'information de marché harmonisé, en synergie/complémentarité avec d'autres partenaires/interventions. Il utilisera l'approche « Cluster » édictée par le MAEP et qui permet de relier, entre autres, les jeunes producteurs.rices et transformateurs.rices aux fournisseurs d'intrants et au marché.

SECTION: Policy appraisal

Policy relevance

- What policy objectives, as set out in the annual plan, policy notes etc., will this activity contribute to?

Le projet EJASA 2 contribuera au HGIS 6 : Développement durable, sécurité alimentaire, eau et climat. En effet, il concourra à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Benin et à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (O.D.D = S.D.G) numéro 2 et plus précisément aux 3 principaux outcomes de niveau supérieur du cadre de résultats du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnel du ministère néerlandais chargé du commerce extérieur et de la coopération au développement à savoir :

- des personnes sorties de la sous-alimentation (outcome 1) ;
- des petits producteurs alimentaires ont doublé leur productivité et leurs revenus (outcome 2) ;
- des hectares de terres agricoles converties en utilisation durable (outcome 3).

Le projet est aussi en ligne avec le document de politique 2022 du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères « Do what we do best ». Il est une mise à l'échelle d'un pilote qui a commencé par donner des résultats

intéressants. En outre, il va contribuer à l'atteinte de l'objectif de la sécurité alimentaire pour tous, à un meilleur accès à la nutrition, à un appui à la résilience économique et sociale des jeunes, à la promotion de l'égalité genre et de l'autonomisation des femmes, à un alignement avec les organisations locales.

Le projet est également en cohérence avec le plan stratégique multi annuel 2023-2026 des Pays-Bas pour le Bénin qui prévoit contribuer, entre autres :

- ✓ à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition,
- ✓ à l'emploi des jeunes et des femmes dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'amélioration de leur productivité et revenu en vue du renforcement de leur résilience économique et sociale, et
- ✓ à la promotion des systèmes alimentaires résilients ;
- ✓ à la promotion d'une approche intégrée de la production à la consommation (dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle) ;
- ✓ à une agriculture adaptée au changement climatique.

Le projet est également en phase avec la note stratégique de IGG sur les systèmes d'exploitation agricoles durables (Sustainable Farming Systems - Strategic Directions, august 2022.docx (buzaservices.nl)) qui met l'accent sur les petits producteurs.

Le projet est également en harmonie avec le Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2 2021-2026) qui vise l'amélioration des performances du secteur agricole à travers notamment la reforme de l'accès des producteurs aux intrants et semences de qualité, un meilleur accès au marché. La promotion de l'emploi des jeunes et des femmes est également l'une des priorités du PAG2.

Rationale

- What issue/problem will be addressed by the activity?

Le Benin enregistre ces dernières années de bonnes performances sur le plan économique. Toutefois, sa croissance économique est peu inclusive et la pauvreté reste importante avec un taux de pauvreté monétaire de 40 % en 2015 et de 39 % en 2019 (EMICOV). Cette pauvreté touche plus les zones rurales que celles urbaines avec un pourcentage de 44 % contre 36 % respectivement. La pauvreté multidimensionnelle quant à elle est encore plus prononcée avec une incidence supérieure à 66% notamment dans les zones rurales. Les départements de l'Alibori et de l'Atacora, entre autres, sont plus particulièrement affectés par cette forme de pauvreté, du point de vue incidence et sévérité.

Le secteur agricole en général est un secteur clé de la vie socio-économique du Pays. Contribuant pour 27 % au Produit Intérieur Brut du Bénin et constitué de 55 % de la population totale (Recensement National de l'Agriculture, 2021), ce secteur comprend 60 % de petites exploitations agricoles. Celles-ci assurent, à elles seules, 95 % de la production agricole dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora. Ces petites exploitations ont des performances et une productivité faibles. En effet, leur utilisation (des) et accès aux ressources productives agricoles sont limités : i) l'accès à la terre est inégal et en défaveur des femmes et des jeunes ; ii) les systèmes d'irrigation sont présents seulement sur 3,4 % des exploitations agricoles et 1,7 % des superficies sont irriguées ; iii) seulement 7 % des exploitations agricoles ont accès au crédit ; iv) une faible disponibilité de semences de qualité et le non-respect des itinéraires techniques avec 63 % des chefs de ménages agricoles n'ayant aucun niveau d'instruction et seulement respectivement 8 % et 2,6% ayant reçu une formation d'alphabétisation et une formation professionnelle. Ceci dénote d'une faible couverture des exploitations par les services de conseil/vulgarisation agricole ; v) un faible niveau de digitalisation dans les chaines de valeurs.

A ces limitations il faut ajouter une faible structuration des organisations professionnelles agricoles et un accès au marché mal organisé pour les producteurs, transformateurs et éleveurs.

Avec une grande proportion d'actifs agricoles jeunes (les jeunes de 15 à 34 ans représentent 66 % de la population active béninoise), le secteur est dominé par un sous-emploi ambiant. Le pourcentage d'emploi à temps partiel est de 81 % sur le plan national, 80% dans l'Alibori et de 85% dans l'Atacora. Ce sous-emploi est particulièrement élevé chez les femmes (85 % contre 62 % chez les hommes) et chez les jeunes de 15 à 34 ans (83 %). De ce fait, les femmes sont plus concernées par la vulnérabilité du travail que les hommes. Leur temps de travail est largement consacré aux tâches ménagères et aux fonctions reproductives. A cela s'ajoute le fait

qu'elles ont une mobilité limitée et un pouvoir de décision restreint. Elles subissent aussi l'effet néfaste des stéréotypes de diverses sortes qui limitent leur accès aux ressources productives, aux biens et services et leur responsabilisation dans la société.

En définitive, le déficit d'éducation et de compétences professionnelles des jeunes et des femmes, leurs faibles opportunités d'emplois bien rémunérés ainsi que leur accès limité aux ressources productives, les pesanteurs socio-culturelles peu favorables à eux, engendrent leur précarité et leur vulnérabilité de plus en plus préoccupantes. Cette situation des jeunes couplée avec l'évolution négative de la situation de la sécurité, ajoutée d'une part à la multiplicité des investissements non retraçables venant des pays du golfe et d'autre part, à l'émergence de courants islamiques qui se radicalisent, créent des conditions favorables à de potentiels risques de radicalisation et d'extrémisme violent au nord Bénin. Depuis fin 2021, le nord Benin connait des attaques terroristes. Certains spécialistes de sécurité ont fait cas de l'existence de nombreuses cellules dormantes dans le pays. Il a été aussi mentionné des recrutements de jeunes pour leur enrôlement dans des groupes jihadistes. Des infiltrations des terroristes sur le territoire du nord Benin ont été mentionnées par certaines communautés. Les conflits agriculteurs-éleveurs deviennent plus fréquents. Tout ceci nécessite des mesures incisives pour prévenir ou atténuer les risques de radicalisation, en plus des actions militaires.

Sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, selon les données de l'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, édition 2022, la situation présente des défis plus importants que lors des éditions passées :

- 26 % des ménages (3.000.000 personnes) sont en insécurité alimentaire dont 2 % (220.000 personnes) en insécurité alimentaire sévère. Ce taux est de 28 % et de 15 % respectivement dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori. Cette insécurité alimentaire est plus accentuée en milieu rural et dans les ménages dirigés par les femmes. Les communes de Matéri et de Tanguiéta dans l'Atacora accusent un taux d'insécurité alimentaire des plus élevés, variant entre 41% et 49 % ;

- 40 % des béninois ont une consommation alimentaire inadéquate, en terme de fréquence et de diversité alimentaire. Dans l'Atacora, ce sont 47 % des ménages qui ont une consommation alimentaire inadéquate. Toutefois, le Couffo reste le département le plus touché avec 77 % ayant une consommation alimentaire inadéquate ;

- les chocs liés à l'augmentation des prix et ceux dus au dérèglement et au changement climatiques sont les principaux chocs auxquels ont été confrontés beaucoup de ménages en 2022. En moyenne, environ un ménage sur deux en a subi en 2022. Ces chocs augmentent la vulnérabilité des ménages. Il est probable que l'ampleur de ces chocs se serait accru avec la crise russo-ukrainienne survenue en 2022 et toujours en cours. En ce qui concerne les chocs relatifs au changement climatique, ils comprennent les pluies diluviennes, les inondations, la sécheresse ou encore l'érosion. L'allongement de la saison sèche et l'irrégularité des pluies a un effet global sur la production agricole en générant des retards de semis, la baisse des récoltes, ou encore la recrudescence des maladies et ravageurs des cultures. Sans mesures d'adaptation telles que l'amélioration des systèmes de culture et l'irrigation, la production agricole devrait diminuer de 3 % à 18% en 2025, selon les projections ;

- En matière de malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois, le département de l'Alibori est le plus touché au Bénin avec un taux de 16 %, contre un taux moyen national de 9 % en 2022. Le département de l'Atacora fait partie des départements les plus touchés avec un taux de 11 %. Quant à la malnutrition chronique (ou retard de croissance), le département de l'Alibori est toujours le plus touché avec un taux de 48% contre une moyenne nationale de 34 %. L'Atacora est le deuxième département le plus touché avec un taux de 43%.

Toutefois, les potentialités et la marge de progression possibles sont énormes dans le secteur agricole avec une population jeune et seulement 44 % des superficies agricoles qui sont exploitées. Ces potentialités sont grandes au nord Bénin (départements de l'Alibori, de l'Atacora, du Borgou et de la Donga) qui fait près des trois quarts de la superficie totale et plus du tiers de la population totale du pays.

En somme, le problème peut se résumer pour la zone nord Bénin et plus précisément pour les départements de l'Alibori et de l'Atacora, à un secteur agricole et para agricole peu productif, peu diversifié, faiblement rémunérateur, pas attrayant pour les jeunes, marqué par une insécurité alimentaire et une malnutrition importantes, avec peu d'opportunités et de perspectives favorables pour les jeunes et les femmes, le faible accès aux ressources productives pour ces jeunes et femmes, dans un contexte de changement climatique et

de risque réel d'insécurité et de radicalisation. Ces acteurs ont un faible accès à la connaissance, aux services d'encadrement agricole et de renforcement des capacités entrepreneuriales, à la terre, au financement, à l'eau, aux intrants et aux technologies devant leur permettre de meilleurs revenus. Les marchés rémunérateurs font également défaut à tous ces acteurs qui ne sont pas bien organisés pour y accéder. Les jeunes femmes sont doublement concernées alors qu'elles se trouvent être bien souvent les garantes de la couverture des besoins alimentaires du foyer tout en assumant l'entière responsabilité des tâches ménagères et le soin des enfants.

Le renforcement de la résilience des ménages vulnérables surtout de leurs jeunes membres doit constituer une priorité pour trouver une solution durable à cette situation. Il résulte de ce qui précède l'urgence, la nécessité et l'opportunité d'appuyer les jeunes des départements de l'Alibori et de l'Atacora autour des activités productives agricoles à bon potentiel de marché, de productivité et de revenu afin qu'ils puissent acquérir une résilience économique, climatique, sociale qui leur garantirait la résilience alimentaire et même au-delà, les éloignera des risques de radicalisation et de l'extrémisme violent. C'est à ce but que vient répondre le projet « Emploi des Jeunes pour une Amélioration de la Sécurité Alimentaire au Nord du Bénin, deuxième phase (EJASA 2) », pour la mise à l'échelle de la phase pilote

- Why does the activity help to address the issue/problem? Please explain the Theory of Change.

Pour contribuer substantiellement à la résolution de la problématique indiquée supra, et, valorisant les résultats et leçons apprises de la phase 1, la phase 2 de EJASA vise à ***augmenter durablement les revenus pour les jeunes agri preneurs (h/f) travaillant dans l'agriculture grâce à des systèmes alimentaires plus résilients et inclusifs ; avec une production et une consommation accrue des produits alimentaires à forte valeur nutritionnelle.***

L'atteinte de cet objectif est basée sur la vision que : le développement de chaînes de valeur favorables à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'autonomisation économique des jeunes (maraîchage, soja, petits ruminants et volaille) sera rendu possible grâce à (1) des jeunes (h/f) qui disposent de moyens techniques, financiers et humains, ainsi que de l'envie de s'investir dans le secteur agricole ; (2) une amélioration des chaînes de valeur par l'occupation de ces jeunes (h/f) formés à des méthodes agricoles, incluant les techniques de production, de transformation, d'approvisionnement, de commercialisation et de financement/gestion appropriées et (3) un renforcement de l'environnement institutionnel des systèmes alimentaires (environnement, industrie, marchés, etc.) afin que celui-ci soit plus favorable aux jeunes (h/f).

Ces trois axes sont interdépendants et complémentaires les uns des autres. Le narratif de la théorie de changement se lit comme suit :

Si, au « niveau micro », les jeunes agri preneurs (h/f) ont un accès accru aux opportunités et sont actifs dans les activités économiques profitables et durables tout en gérant leurs activités de façon plus professionnelle (Effet 1) ;

Si, au « niveau méso », les jeunes agripreneur.es développent des relations commerciales équitables et durables au sein de clusters porteurs et augmentent la disponibilité de produits agricoles/agroalimentaires nutritifs et diversifiés et que les ménages de jeunes ont accru durablement leur consommation de divers produits alimentaires nutritifs rendant ainsi les systèmes alimentaires plus productifs, résilients et nutritifs (Effet 2)

Et si, au « niveau macro », l'environnement institutionnel devient favorable à l'inclusion des jeunes et des femmes, que les intérêts des jeunes agri preneurs (h/f) sont pris en compte par les institutions et les barrières spécifiques d'entrée aux marchés agricoles et d'accès aux ressources productives sont réduites (Effet 3),

Alors, la résilience des populations des départements de l'Atacora et de l'Alibori sera accrue grâce à une agriculture plus rémunératrice, durable et résiliente au climat, qui améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribue à la stabilité sociale (Impact).

EJASA 2 aide à la résolution de la problématique présentée ci-dessus en raison de son intervention à trois niveaux (micro, méso et macro) pour offrir aux jeunes et femmes évoluant ou désirant d'évoluer dans le secteur agricole d'accéder de façon inclusive aux ressources productives (techniques de production et de transformation résilientes au changement climatique, intrants, financement, …), de mieux s'organiser pour atteindre le marché à des prix plus rémunérateurs, d'offrir des produits cultivés ou transformés de bonne qualité nutritionnelle pour les consommateurs. Le projet offre donc une approche intégrée adaptée aux jeunes hommes et femmes, petits producteurs, en situation de sous-emploi ou de sans emploi. Tout ceci débouchera sur une augmentation significative durable du revenu pour les jeunes, hommes et femmes. Le projet a ciblé, comme dans sa phase pilote, les départements de l'Alibori et de l'Atacora, où la malnutrition (Alibori) et l'insécurité alimentaire (Atacora) sont élevées, et où la situation sécuritaire est à l'épreuve, induisant les risques importants de radicalisation et d'extrémisme violent.

Contextual analysis

- Who is/are the target group(s) and why?

Les principaux groupes cibles sont les jeunes (H/F) des départements de l'Alibori et de l'Atacora, en situation de sous-emploi dans le secteur agricole ou para agricole ou qui sont sans emploi, peu ou pas scolarisés, avec toutefois une faible proportion de scolarisés. Ils sont au total 12.500 jeunes ciblés (50% femmes, 50% hommes). Ce nombre se répartit comme suit :
- 10.250 agri preneurs en situation de sous-emploi (Production, transformation, artisanat agricole)
- 1.375 jeunes sans emploi
- 250 jeunes pour l'emploi salarié
- une prévision de 625 jeunes qui reçoivent les accompagnements notamment en termes de formation mais qui pour une raison ou une autre ne poursuivent pas la collaboration avec le projet.

Ces groupes de jeunes sont choisis puisque ce sont eux qui sont exposés au problème de sous-emploi et de chômage, manquent d'accès suffisant aux ressources productives (terre, compétences techniques, entrepreneuriales et de gestion, financement, intrants de qualité). Leur niveau de productivité est bas de même que leur revenu. Ils restent tous dans une certaine précarité, certes à des degrés divers, les soumettant à des risques de basculement dans la radicalisation et l'extrémisme violent.

- Who are the other main stakeholders?

Les autres principales parties prenantes comprennent d'abord les Organisations Professionnelles Agricoles (au nombre de 24). Dans le cadre du projet, les OPA vont bénéficier de renforcement de capacités pour être à même de poursuivre le suivi avec les jeunes, même après la fin du projet (durabilité). Ces OPA comprennent des organisations de producteurs de soja, de maraichers, d'éleveurs de petits ruminants et de volaille.

Les autres parties prenantes comprennent :

- au niveau national, les Ministères clés (agriculture, enseignement secondaire technique et formation professionnelle, emploi et des PME, intérieur, décentralisation, industrie et commerce, Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition) ;
- au niveau départemental, avec les Préfectures, les services déconcentrés de l'Etat (direction départementales de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Agences Territoriales de développement agricole, Conseil de l'alimentation et de la nutrition Atacora et Alibori), les Chambres Interdépartementales de l'Agriculture, les intercommunalités et les faitières régionales des filières promues ;
- au niveau communal et local, avec les entreprises privées, mairies, OPA, ONG locales, centres de formation, lycées techniques, institutions financières et prestataires de services en développement des affaires

- To what extent have stakeholders been involved in formulating the proposal?

Les représentants des principaux groupes cibles mentionnés ci-dessus ont été consultés à travers leurs représentants et leurs organisations professionnelles d'appartenance. Les expériences et séances organisées avec eux tout le long de la première phase ont nourri le montage de la deuxième phase.

Une séance spécifique de concertation a été organisée avec les parties prenantes du projet dans le cadre de la préparation de la phase 2. Ont pris part à cette concertation les ministères coiffés par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la Peche, les structures déconcentrées telles que des agences territoriales de développement agricoles (ATDA), des directions départementales de l'agriculture, de l'élevage et de la Peche, la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et Professionnelles Agricoles (PNOPPA), l'Association Nationale des Femmes Agricultrices du Benin. Leurs avis et besoins ont été entendus sur le contenu de cette phase. Ces acteurs ont fait plusieurs contributions durant les discussions, incluant celles portant sur le choix des communes.

- Is the intervention aimed at a specific geographical location, and if so, why?

Le projet, tout comme dans sa première phase, a ciblé les départements de l'Alibori et de l'Atacora, deux départements dans lesquels la situation de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition, de la pauvreté et de la sécurité est préoccupante. La conjonction de ces phénomènes, ajoutée à la situation de précarité socio-économique des jeunes et des femmes, constitue un risque très potentiel de radicalisation et d'extrémisme violent de la part des jeunes de ces départements.

Added value

- What is the added value of the Dutch government being involved in relation to other donors, the EU, NGOs and local authorities?

Les Pays-Bas sont engagés et ont démontré à travers leurs expériences au Benin, une grande capacité à faire développer chez les jeunes et les femmes des aptitudes à se faire davantage confiance, à acquérir plus de liberté sur le contrôle de leur vie, à entreprendre et être plus autonomes économiquement, socialement, politiquement. Dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les Pays-Bas appuient les jeunes, dans les domaines de leadership, entrepreneuriat, technologies de production et de transformation, facilitation de l'accès au financement, aux intrants et au marché. L'un des éléments clés distinctifs de l'appui des Pays-Bas pour ce projet, c'est l'approche système, intégrée, qui considère les niveaux micro, méso, macro et qui va de la production(champ) à la consommation(table).

- Are the recipients making an own contribution or co-participating in the activity, and if so, to what extent?

Les acteurs bénéficiaires contribuent en nature, par leurs forces physiques, les matériels et bâtiments et aussi en numéraire pour le financement de leurs activités de production et de transformation. Le projet les appuie pour la constitution des groupes d'épargne et de crédit, la mise en relation avec les institutions de micro finance. Certains jeunes reçoivent du projet de soutien sous forme de kit pour l'acquisition de semences de qualités, d'intrants spécifiques. La part de la contribution/participation des bénéficiaires n'est pas facilement estimable, étant donné qu'une partie est en nature.

Lessons learned

- What lessons learned (from previous or comparable activities, published evaluations, relevant publications) will be addressed by the activity?

La phase pilote du projet EJASA a permis de tirer plusieurs leçons apprises pour améliorer les performances à la deuxième phase. Les principales leçons apprises sont présentées ci-dessous.

- *Performances/efficacité de la première phase.*

Durant la phase pilote d'une durée de 2 ans 3 mois seulement, le projet a été capable de délivrer des résultats encourageants en termes de nombre de jeunes touchés et de ceux qui augmentent leur revenu. Le projet a relativement vite pris au point de demander et d'obtenir une extension avec augmentation de budget (top up) sans prolongation de la durée de mise en œuvre. Ce fait montre la capacité de l'équipe du projet à réussir une mise à l'échelle.

- *Flexibilité* :

La flexibilité donnée par l'Ambassade dès le départ au projet à la phase pilote a permis à ce dernier de s'organiser, d'apprendre et de s'ajuster au fur et à mesure dans sa mise en œuvre. Si la durée de la phase pilote a été relativement courte, la deuxième phase offre une durée plus raisonnable pour prendre en compte la plupart des leçons apprises de la première phase. Cette flexibilité sera renforcée pour permettre au projet de faire un apprentissage continu et de s'adapter quand cela est nécessaire pour atteindre les meilleurs résultats possibles sur une base durable.

- U*n pas de plus vers une approche intégrée pour atteindre des résultats tangibles et durables dans le domaine de la nutrition :*

La première phase a permis aux jeunes accompagnés de commencer par améliorer leur productivité et leur revenu grâce à l'application de nouvelles techniques agricoles efficaces, à une facilitation de leur accès aux semences de qualité, et à un début d'organisation pour des marchés rémunérateurs. Toutefois, ces résultats n'ont pas suffisamment abouti à une amélioration de la nutrition au sein des communautés. Certes, la durée de la phase pilote est assez courte pour tirer des conclusions sans ambages. Toutefois, ces résultats sont conformes à l'une des conclusions de l'évaluation du Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) conduite par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Tirant leçon de ces résultats, la deuxième phase intégrera, outre l'amélioration de la production et de la qualité des produits de fortes valeurs nutritives (produits maraichers, soja encore appelée la viande des pauvres, la viande à proprement parler avec la volaille et des petits ruminants), des activités visant aussi le renforcement de la demande de ces produits. Ceci se fera, entre autres, à travers des activités d'éducation nutritionnelle, renforçant ainsi l'intégration des activités de la table à la fourchette.

- *Renforcement de la prise en compte des jeunes vulnérables et de l'inclusion :*

Au cours de la première phase, les jeunes retenus pour les accompagnements étaient pour la plupart ceux faiblement ou pas éduqués, qui peinaient à décoller de leurs activités, mais étaient déjà en activité (agricole). A la deuxième phase, un pas supplémentaire sera franchi en matière de prise en compte des jeunes vulnérables et de l'inclusion. Ceci se fera en incorporant des jeunes qui ne sont pas encore en activité. En effet, les plus vulnérables parmi les jeunes sont si démunis qu'ils n'arrivent pas à démarrer une activité. Etant donné que le projet se veut aussi un instrument de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, il s'est avéré nécessaire de prendre en compte cette couche de jeunes pour ne pas les laisser sur le quai, au risque de leur recrutement dans des groupes jihadistes.

- *Renforcement de l'appui aux activités qui ont un fort potentiel en termes d'inclusion et d'autonomisation des femmes*

A la phase pilote, le projet a pu mettre en place des stratégies qui ont permis d'inclure plus de 46 % de jeunes femmes dans le rang des bénéficiaires. Ceci va se renforcer à la deuxième phase en donnant de l'attention aux maillons de chaînes de valeurs les plus porteurs pour les femmes comme la transformation, le maraichage, l'élevage des petits ruminants et le lait. En outre, les jeunes femmes bénéficieront des appuis en termes de l'éducation financière et nutritionnelle. Aussi, le long des chaînes de valeurs, les obstacles à l'émergence des femmes dans les activités seront identifiés et les activités spécifiques pour lever ou atténuer ces obstacles seront entreprises. Le projet apportera un appui spécifique pour renforcer la représentativité des jeunes femmes parmi les jeunes mentors, coaches, et dans les Organisations Professionnelles Agricoles.

- *Renforcement de la sensibilité aux conflits*

Les départements de l'Alibori et de l'Atacora sont les plus exposés à des incursions jihadistes dans le pays. Ce sont aussi les départements dans lesquels les conflits agriculteurs-éleveurs connaissent une ampleur importante (certes le Borgou et la Donga ne sont pas du reste). Au cours de la phase 2, la sensibilité aux conflits sera davantage intégrée dans toutes les activités du projet pour renforcer la capacité des acteurs à prévenir et gérer les conflits.

Gender

- Does the proposal include a gender analysis?

La proposition a pris en compte les leçons apprises de la première phase en matière de genre. Elle a prévu aller plus loin pour une approche réellement encore plus genre transformative. Pour ce faire, l'outil « Egalité Genre et Inclusion Sociale, EGIS » sera appliqué dans les différents maillons des chaines de valeur avec une attention sur les maillons les plus porteurs pour les femmes. La proposition a prévu d'analyser plus spécifiquement les barrières systémiques liées au genre, de s'engager avec les organisations de femmes pour accroître l'adhésion de beaucoup de femmes, d'augmenter le nombre de coaches, de championnes et de leaderes, la budgétisation d'activités visant un changement transformateur pour les femmes et les jeunes, la participation active et un bon niveau de représentativité des femmes dans les instances, un renforcement du leadership des femmes. La proposition a aussi donné de l'attention aux groupes de jeunes vraiment vulnérables sans emploi qui seront accompagnés.

- Does the proposal justify the target group's gender-specific interests and needs (and why)?

Oui, la proposition a bien justifié les besoins et intérêts des groupes spécifiques qui vont recevoir les appuis du projet. Ce sont des jeunes sous-employés ou sans emploi, qui n'ont pas les compétences et les ressources productives nécessaires pour exercer efficacement des activités de production et de transformation pour avoir de revenu substantiels. Le projet entend les accompagner pour leur donner des opportunités et un environnement immédiat favorable à leurs activités et à la réalisation de meilleurs productivités et revenus.

- Have women and young people been included in the stakeholder analysis?

Bien sûr que les jeunes et les femmes ont été inclus dans l'analyse des parties prenantes.

Climate change

- Does the proposal include an analysis of the possible effects of climate change on the activity or its results?

Oui, la proposition inclut une analyse des effets possibles du changement climatique sur le rendement et la production. L'analyse du problème présentée plus haut en a fait cas.

- Does the proposal include any interventions to combat these effects (adaptation/mitigation)?

La proposition comporte effectivement des mesures pour lutter contre le changement climatique et ses effets sur les jeunes agri preneurs. Par exemple, des techniques de Gestion Durable de Terres (GDT) et d'adaptation au changement climatique seront appliquées sur 2.500 hectares de terres au moins.

Cooperation, harmonisation and alignment

- Does the activity involve cooperation with Dutch organisations, the EU or other donors (including delegated cooperation), local organisations or other parties?

Oui.

EJASA 2, comme EJASA 1, va être mis en œuvre par la SNV qui est néerlandaise. En outre, le projet coopérera avec GAIN (et Care) dans le programme DIETS-CASCADE sur la nutrition (financement central, IGG), Woord en Daad dans le cadre du projet Drops4Crops, Holland Green Tech pour son expertise dans les chaînes de valeur de cultures maraîchères, la suite du « Orange Knowledge Programme ». A ces projets, il faut ajouter ceux que finance le Royaume des Pays-Bas comme ACMA 3, BENIBIZ2, SAFEVEG. La collaboration se fera aussi avec d'autres projets que met en œuvre la SNV comme le PDIEM, le MOPPS. La proposition de EJASA 2 donne des indications plus détaillées des axes possibles de collaboration (annexe 6).

Les discussions sont en cours avec la Délégation de l'Union Européenne et il est probable d'avoir un abondement des fonds délégués de l'Union Européenne pour cette phase à partir de 2023. Le cas échéant, les cibles de résultats connaîtront conséquemment un ajustement à la hausse.

La SNV, comme à la première phase, travaillera étroitement avec des organisations Non Gouvernementales locales comme DEDRAS-ONG, SIA N'SON-ONG, SOJAGNON, AGRIFINANCE et des Organisations Professionnelles Agricoles comme par exemple la Fédération Nationale des Organisations de Maraichers (FeNOMa), Association Bénin Soja (ABS), l'Union Nationale des Producteurs de Soja (UNPS), l'Union Régionale des Coopératives de Maraichers (URCooPMa), l'Association Nationale des Organisations Professionnelles d'Eleveurs de Ruminants (ANOPER), l'Union Nationale des Aviculteurs Professionnels du Bénin (UNAP).

La SNV travaillera aussi avec plusieurs structures gouvernementales telles que les Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA 1,2 et 3), les Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de l'Alibori et de l'Atacora, les intercommunalités (Association pour la Promotion de l'Intercommunalité dans le Département de l'Alibori, APIDA ; Association des Communes de l'Atacora et de la Donga, ACAD), les mairies des communes d'intervention.

- How does the activity contribute to harmonisation and/or multi-donor financing?

Le projet collaborera avec le Ministère de l'Agriculture, ACMA 3 pour le système d'Information de Marché (SIM) harmonisé en cours. Le responsable du projet participe aux travaux du sous-groupe « Transition Agro-écologique » en vue d'assurer l'harmonisation des stratégies et mesures pour la prise en compte des dimensions agroécologiques dans certaines interventions. La proposition est assortie de mesures pour assurer la synergie et la complémentarité avec d'autres interventions (voir annexe 6).

Comme indiqué ci-dessus, les échanges sont en cours avec l 'Union Européenne qui pourrait contribuer au projet à partir de 2023.

- What is the degree of (policy and financial) alignment?

EJASA 2 est parfaitement aligné au PAG 2 2021-2026 dans son pilier 2, Engager la transformation structurelle de l'économie et précisément l'axe stratégique n°4 : Amélioration de la croissance économique et les actions 2 « Créer les pôles régionaux de développement agricole et promouvoir des filières agricoles phares » et 6 « Promouvoir les unités de transformation, de conservation et le commerce ». EJASA 2 répond aussi aux objectifs de ce PAG 2 en termes de création d'emplois durables pour les jeunes et les femmes, de réforme de l'accès aux semences, intrants et au marché ainsi que d'une agriculture intelligente face au climat.

Le projet EJASA 2 sera mis en œuvre par la SNV. Il travaillera en symbiose avec les structures gouvernementales : ATDA 1,2 et 3 et DDAEPs Alibori et Atacora, les intercommunalités à savoir : APIDA et ACAD. Il travaillera également avec les communes.

Les ressources financières prévues seront mises à la disposition de la SNV pour l'exécution du projet. L'Ambassade informera périodiquement le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la mise en œuvre du projet, à travers le renseignement de la fiche d'information sur le projet. Touefois, ceci n'est pas contractuel.

Digitalisation

- Have proposed digital technologies been developed or chosen in collaboration with end-users?

EJASA 2 prévoit utiliser le Système d'Information de Marché (SIM) harmonisé et le Système d'Information et de Formation Technique (SIFT) en cours de déploiement par un cadre harmonisé sous le leadership du ministère de l'agriculture avec une contribution essentielle du projet ACMA2. Ces deux plateformes résultent de consultations entre plusieurs acteurs (gouvernementaux, organisations professionnelles agricoles, autres structures privées,…).

- Does the proposal include an analysis of the local digital ecosystem?

Oui.

- Is data security guaranteed?

Oui, surtout avec la réglementation récente du Bénin en la matière.

- Are digital solutions locally sustainable/relevant?

Oui. Les acteurs locaux (Gouvernement = MAEP, Organisations Professionnelles = FUPRO-Bénin) sont les principaux demandeurs de ces outils.

- Is duplication avoided?

Oui. EJASA 2 ne veut pas créer ses propres outils. Il veut s'associer à l'initiative déjà en cours.

Additional remarks (if applicable)

SECTION: Results

- What are the main OUTPUTS (services and products) that will be delivered through the activity? Describe briefly.

  Capacités:
  1.1.1 : Les jeunes agripreneurs (h/f) ont acquis des compétences personnelles et entrepreneuriales pertinentes et adaptées à leurs besoins ainsi qu'aux besoins du marché et sont en mesure de construire des modèles économiques viables.
  1.1.2 : Les jeunes agripreneurs (h/f) ont reçu une éducation financière et ont construit le modèle économique de leurs activités qu'ils peuvent soutenir auprès de financeurs potentiels.

  Marché :
  1.2.1 Les jeunes agripreneurs (h/f) ont établi une relation durable avec les "clusters" de leurs chaines de valeur.
  1.2.2 Les Organisations Professionnelles (OP) organisent des « clusters » et développent des modèles d'affaires permettant de pérenniser leurs activités.

  Alimentation/nutrition
  2.1.1 Les jeunes agripreneurs (h/f) sont davantage sensibilisés aux enjeux alimentaires et de nutrition grâce à une éducation nutritionnelle intégrée.
  2.1.2 Les Organisations Professionnelles (OP) et Partenaires Techniques (PT) ont adopté le sujet 'alimentation nutritive' dans leurs services en travaillant avec les cadres de concertation sur la nutrition (CdCn).

  Production/transformation
  2.2.1 Les jeunes agripreneurs (h/f) ont une meilleure maîtrise et un accès accru aux technologies, pratiques et intrants plus productifs, durables et résilients au changement climatique.
  2.2.2 Les jeunes agripreneurs (h/f) ont des compétences techniques et commerciales qui leur permettent de proposer aux populations vulnérables des produits nutritifs accessibles

  INCLUSION/ Plaidoyer/lobbying
  3.1.1 Les jeunes agripreneurs (h/f) ont acquis de meilleures capacités et compétences en matière de plaidoyer au niveau local
  3.1.2 Les jeunes agripreneurs (h/f) sont représentés dans les cadres de concertation clés (marchés, état, secteur privé, ressources naturelles, projet EJASA...)
  3.2.1 Les Cadres de Concertation Fillières (CdCf) identifient des barrières systémiques limitant l'accès au marché, aux facteurs de production et facilitent le développement de solutions spécifiques pour les jeunes agripreneurs (h/f)

- What are the main OUTCOMES (changes and effects for the target groups) that will be achieved through the activity? Describe briefly.

Impact : Résilience des populations des départements de l'Atacora et de l'Alibori accrue grâce à une agriculture plus rémunératrice et résiliente au climat qui améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribue à la stabilité sociale.

Effet 1: Opportunités économiques des jeunes dans le secteur agricole accrues (niveau micro) : Les jeunes agripreneurs (h/f) ont un accès accru aux opportunités et sont actifs dans des activités économiques profitables et résilientes au changement climatique.

Effet 2: Systèmes alimentaires plus productifs, résilients et nutritifs
(niveau méso) : Les ménages de jeunes ont accru la consommation et la production résiliente au changement climatique des divers produits alimentaires nutritifs.

Effet 3: Environnement institutionnel favorable à l'inclusion des jeunes (h/f) (niveau macro) : Les intérêts des jeunes agripreneurs (h/f) sont pris en compte par les institutions et les barrières spécifiques d'entrée aux marchés et d'accès aux ressources productives sont réduites (y compris celles liées au genre).

- For each OUTPUT and OUTCOME mentioned above, specify how it will be measured:
  - Specify the indicators if they exist.
  - Specify the baseline values and targets if they exist.

Outputs:

- Nombre de personnes directement atteintes de façon intensive (par rapport à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition) (target : 10.000)
- Nombre de personnes directement atteintes de façon extensive (par rapport à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition) (target : 4.000)
- Nombre de personnes indirectement atteintes (par rapport à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition) (target 50.000)
- Nombre de petits producteurs directement atteints de façon intensive (target : 12.500)
- Nombre de petits producteurs directement atteints de façon extensive (target : 3.000)
- Nombre de petits producteurs indirectement atteints (target : 50.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) ayant acquis des compétences de vie de base, techniques et en entrepreneuriat (target : 12.500)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) qui ont reçu une éducation financière de base (target : 10.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) sensibilisés sur les enjeux alimentaires et de la nutrition (target : 8.000)
- Nombre d'hectares de terre agricole directement atteint (target : 3.000)
- Nombre d'hectares de terre agricole indirectement atteint (target : 6.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) qui ont des connaissances accrues sur des pratiques agricoles plus productives, résilientes aux changements climatiques et/ou de gestion durable du cheptel (target : 8.000)
- Nombre d'actions de plaidoyer menées par les jeunes agripreneurs à l'endroit des institutions publiques et privées (target : 5)
- Nombre de barrières systémiques au marché et aux facteurs de production pour les jeunes agripreneurs (target : 10)

Outcomes :

- Nombre de personnes avec une alimentation adéquate diversifiée (target : 20.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs appuyés (h/f) qui ont augmenté progressivement leurs revenus (target : 10.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs ayant augmenté leur rendement agricole (target : 10.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) ayant renforcé leurs capacités technico-économiques pour mieux gérer leurs activités (target : 12.500)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) ayant établi des relations commerciales avec des

acheteurs, entreprises, des fournisseurs d'intrants/de services ou des commerçants (target : 6.000)
    - Nombre des jeunes agripreneurs (h/f) ayant accès aux systèmes d'information de marché (SIM) et de formations techniques (SIFT) (target : 8.000)
    - Nombre d'hectares de terres agricoles où sont appliquées au moins 2 mesures GDT/ AC (target : 2.500)
    - Nombre de barrières systémiques spécifiques d'entrée au marché et d'accès aux ressources productives réduites par les institutions publiques et privées (target : 5)
    - Nombre d'infrastructures construites/ réhabilitées opérationnelles (target : 25).

- What method will be used to gather and monitor the data?

  Le projet disposera d'un plan de suivi-évaluation et apprentissage qui guidera la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet.

  Une étude de référence sera faite durant les premiers mois du projet. Elle sera la base du suivi des résultats des indicateurs tout au long de la durée du projet.

  Le projet utilisera une approche combinée AAER (Adapter, Adopter, Répondre, Etendre) – MSC (Most Significant Change) – Sensemaker pour la mise en œuvre, le suivi et apprentissage, l'évaluation des activités. Pour cela, la théorie de changement sera le socle.
  Les données des indicateurs et autres informations qualitatives feront l'objet de collecte périodique et méthodique.

  Une évaluation mi-parcours et une évaluation finale sont prévues.

- Record the following in **the results application:**
  - the thematic results frameworks that apply to this activity;
    Fait.
  - the relevant indicators (including baseline values and targets if they exist).
    Fait.
- Have these results frameworks been communicated with the implementing organization?
  Oui, les indicateurs les plus importants du cadre de résultats du secteur sécurité alimentaire et nutritionnel ont été communiqués et discutés avec l'organisation de mise en œuvre.

- Do the indicators correspond to one or more of the 17 indicators on which the ministry reports to the Dutch parliament? If not, why?

  Tout à fait. Les indicateurs correspondent à plusieurs des 17 indicateurs sur lesquels le Ministère rapporte au parlement. Il s'agit des indicateurs suivants :

A.x.1. Number of people with improved food intake

B.x.1. Number of small scale food producers with increased productivity/income

C.x.1. Number of hectares of farmland used more eco-friendly

SECTION: Monitoring and evaluation

Monitoring

Le suivi de la mise en œuvre des activités de EJASA 2 sera effectué en prenant comme référence la théorie de changement du projet qui définit les principaux chemins (axes) du projet, l'impact, les outcomes, les résultats avec les différents indicateurs y relatifs. Les principales hypothèses formulées au niveau de chaque effet/outcome seront suivis, de même que les principaux risques.
Pour chaque niveau d'outcome/résultats/outputs, les valeurs d'indicateurs seront comparées aux valeurs planifiées.

Les rapports comprendront les plans annuels avec budgets, les rapports narratifs annuels, les rapports annuels financiers, les rapports d'audit annuels. Le projet disposera d'un système de suivi-évaluation qui collectera des données périodiquement et fera une enquête annuelle rigoureuse pour le rapportage des indicateurs de résultats. Un échantillon constitué d'un groupe témoin et d'un groupe de bénéficiaires sera utilisé durant toute la durée du projet pour le suivi de ses résultats. Le projet assurera toutes les opérations de suivi, de collecte, d'analyse et de rédaction des rapports narratifs et financiers. L'Ambassade analysera les différents rapports et s'assurera de leurs qualités avant leur approbation.

Evaluation

Une évaluation mi-parcours et une évaluation finale sont prévues pour ce projet.
Le partenaire de mise en œuvre aura la charge de faire le draft des termes de référence de l'évaluation mi-parcours qu'il soumettra à l'Ambassade pour son approbation. Le rapport de cette évaluation mi-parcours sera soumis à l'Ambassade pour approbation.

L'Ambassade des Pays-Bas aura la charge de la préparation et du suivi de l'évaluation finale, en collaboration avec l'équipe du projet. Le cadre d'évaluation du ministère sera utilisé à cet effet.

SECTION: Finance

Budget breakdown

Un aperçu sur le budget est mentionné dans le tableau ci-dessous.
Le budget est arithmétiquement correct et les montants et taux sont acceptables. Les taux respectent aussi l'arrangement existant entre la SNV et IGG.
Le budget comporte de lignes sur les dépenses en personnel, pour les activités, les couts totaux directs, les frais de gestion.
Aucune révision budgétaire au début du projet n'est nécessaire. Toutefois, étant donné la flexibilité que l'Ambassade voudrait donner à cette proposition, les discussions restent possibles à tout moment avec le partenaire pour une révision budgétaire pour atteindre les meilleurs résultats et ce, de façon durable.
D'autres informations sur le budget se trouvent dans la proposition, notamment l'articulation par résultat (MINBUZA-2022.1459561, Annexe 8, fichier excel).
En général, ce budget est un bon outil de gestion.

I	**Direct Staff costs**	
	national staff	3.383.960
	expat staff	453.717
II	**Other direct costs**	
	activity costs	7.678.449
	activity related travel costs	631.787
	materiel/investments	54.996
	vehicule costs	70.000
	frais fonctionnement bureau	707.814
A	Subtotal Direct costs	12.980.723
II	In-country Program delivery costs (6,5%)	843.747
B	Subtotal Direct + Program Delivery Costs	13.824.47
III	Global Indirect costs (8,5%)	1.175.080
C	SUBTOTAL	14.999.550
D	Unforeseen	

E	TOTAL	14.999.550

En plus de ce montant, il y a 250.000 EUR pour l'évaluation finale du projet. L'évaluation sera faite conformément au cadre d'évaluation du Ministère.

Earmarking

La subvention des Pays-Bas n'est pas ciblée.

Prepayments

L'exécution du projet nécessitera les paiements anticipés. Sur la base de l'arbre de décision, les paiements seront faits selon une périodicité de 12 mois (l'analyse de risques montre que les risques ne sont pas élevés pour le projet).

Les paiements anticipés cumulatifs seront faits au maximum à concurrence de 98 % du montant de la subvention. 98% au lieu de 95% parce que c'est un projet de 5 ans de quinze millions. Donc 5 % est EUR 750.000 et ça c'est une somme importante. Les paiements ne seront effectués que si le besoin de liquidité aura été établi.

Les paiements seront demandés sur la base d'un plan de trésorerie incluant le soldes des paiements antérieurs. Ces paiements seront clos sur la base des rapports financiers et d'audit annuels.

Available resources

	Foreign currency	EUR
Implementing organisation's own contribution		*0*
Firm commitments by EU		*-*
Dutch contribution (including 250.000 EUR for final evaluation)		*15.249.550*
Total available resources		***15.249.550***
Budget needed		***15.249.550***
Still to be financed		***0***
Soft commitments by other donors (for each donor)		*0*
Uncovered balance		***0***

Grant with a repayment obligation, loans, equity investment or guarantee

Il n'y a aucune obligation de remboursement des fonds objet du présent financement.
Il n' y a aucun fonds de garantie et aucun fonds revolving.

Audit opinion

Des audits annuels sur les comptes de EJASA 2 sanctionnés par des rapports d'audit sont prévus dans les obligations de rapportage.

Les rapports d'audit ne seront pas accompagnés par aucun autre document particulier comme sur les risques par exemple.

Réunion Comité Bemo EJASA 2

Date: 28-10-2022

Participants : Antonie de Kemp, Clément Edah, Peter Ploeger, Emmanuel Akakpo.

Principales séquences de la réunion :

Introduction : Antonie + Clément

Discussions-Commentaires

- En général, Bemo très bien élaboré, bien structuré et clair, tout comme la proposition elle-même. Compliments.
- Pour les marqueurs : changer à « Significant » les marqueurs sur l'adaptation au changement climatique et sur l'égalité du genre.
- Page 3, il n'est pas nécessaire de mentionner les cibles des objectifs stratégiques du ministère dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Page 5-6, enlever les virgules et les chiffres après la virgule.
- Revoir le taux de pauvreté : 39 % en 2019
- Leçons apprises, page 9 : préciser ce que veut dire : « un pourcentage appréciable de jeunes femmes »
- Financement de l'UE : page 11, les cibles des indicateurs ont-elles pris ce financement ? Réponse a été donnée par la négative.
- Page 13-14 : les valeurs de baseline de certains indicateurs est zéro, d'autres pas. Ceci n'est pas facile à comprendre. Peut-être enlever les baselines.
- Page 15 : Partenaires de mise en œuvre. Seule la SNV a été mentionnée. Dire quelque chose des organisations locales.
- Analyse des risques : développer un peu la partie introductive sur le contexte pour expliquer dans quel contexte le projet veut intervenir. En outre, rendre plus explicite la situation du Bénin en matière de corruption et l'information de Transparency International.
- Analyse des risques : Page 17, ramener le paragraphe introductif des risques au niveau programme au début de l'analyse des risques organisationnels.
- Analyse des risques : Page 16, changer la probabilité du risque sur l'instabilité à Elevée. Page 18, risques sur l'analphabétisme, changer la probabilité a moyen.
- Analyse des risques : Page 20, risques financiers et administratifs : le risque est évalué « Elevé » alors que l'ORIA est satisfaisant. Réviser cette évaluation.
- Période de mise en œuvre du projet : retenir du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027 pour faire simple.
- Préciser les indicateurs qui font partie des 17 indicateurs du ministère
- State aid risk : Page 22: Enlever la partie: " if you answered yes to one of the questions above…".
- State aid risk: ramener la partie : « De plus, il n'est pas du tout évident qu'il existe un marché pour les activités que la SNV proposera dans le cadre de ce projet spécifique au nord du Bénin (Alibori, Atacora) » dans les réponses aux deux questions qui précèdent, pour lesquelles la réponse est « oui ».
- State aid risk : aussi ajouter que nous avions déjà contacté DJK pour la phase 1 de EJASA
- Proposition EJASA 2 : Le calcul du Retour sur Investissement de la SNV (18%) n'est pas correct. La valeur du retour sur investissement est d'environ 30%.

Conclusion :

Bemo accepté avec les commentaires à prendre en compte. Intégrer les commentaires dans le Bemo, dans la semaine du 31 Octobre au 04 novembre 2022

BEMO 4000006036 EJASA II (2023-2027)

SECTION: Key data

Short name	EJASA 2
Full name	Emploi des Jeunes pour une Amélioration de la Sécurité Alimentaire au nord Benin, phase 2
Summary	EJASA 2 est une mise à l'échelle de la phase pilote EJASA. Il vise à augmenter les revenus pour les jeunes, hommes et femmes, travaillant dans l'agriculture grâce à des systèmes alimentaires plus résilients et inclusifs ; avec une production et une consommation accrue des produits alimentaires à forte valeur nutritionnelle. Le but ultime est d'accroître la résilience économique des jeunes dans le secteur agricole pour une contribution à la prévention de l'extrémisme violent au nord Bénin.
Name of contract party	SNV
Number of contract party	8032
Date of receipt of proposal	29 septembre 2022 (version finale)
Proposal's reference number	Lettre de la SNV du 29/09/2022 transmettant la proposition. MINBUZA-2022.1459561
Activity type	Standard
Budget holder	COT
ODA	Yes
Amount and currency	EUR
Amount in EUR	15.249.550
Start date	01/01/2023
End date	31/12/2027
Anonymise Open data	No
Consultation with embassy / regional department / thematic department	Consultation avec l'Ambassade (COT) et IGG
Related activity	EJASA, numero 4000003975
SAP application number	4000006036
Funds centre	1702U01010026
Prepayment	Yes

SECTION: Policy data

Beneficiary's country/region The **beneficiary country** is the target group's country of residence or country of origin. It is the country that ultimately benefits from the activity. This is not necessarily the country where the activity is implemented. When the activity takes place in several countries in the same region, specify the region concerned using the regional classification (see Help). If not (multiple countries in multiple regions), select **worldwide**.	Country (state the country concerned below) Benin

Specify countries + distribution of the budget over those countries (if known). Only fill in this section the answer above was 'region' or 'worldwide'. Please state the relevant beneficiary countries and estimate what part (in %) of the total budget over the entire activity duration can be attributed to each country. If the distribution of part of the budget is as yet unknown, it can be recorded as unspecified.	**Total** **100%**
Location within the country/ countries (be as specific as possible) When the activity targets one or more specific locations, please specify the location(s) here.	District **Alibori**: Banikoara, Gogounou, Kandi, Karimama, Malanville, Segbana **Atacora**: Boukoumbe, Kerou, Kobli, Kouande, Materi, Natitingou, Pehonko, Tanguieta, Toukountouna.

Aid modality	Project support
Technical assistance	25<TA<50 Between 25% and 50% of the activity budget
CRS code	43072 Household food security program
Policy markers	VdsZek – Sécurité Alimentaire: Principal Wrk Jng - Emploi des Jeunes: Principal GlkhMV - Equality between men and women: Significant KlmAdp - Climate change/ adaptation: Significant Mrkt Toe – Accès au marché: Significant

VdsZek – Sécurité Alimentaire
EJASA 2 contribuera à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en appuyant les jeunes, hommes et femmes à accroître durablement leur productivité et revenu agricoles ainsi que la consommation de produits de bonne qualité nutritionnelle.

Wrk Jng - Emploi des Jeunes
EJASA 2 renforcera l'emploi des jeunes femmes et hommes dans les chaînes de valeurs agricoles porteuses à travers notamment l'amélioration de leurs compétences techniques, personnelles, entrepreneuriales, financières, de gestion, l'appui au développement des modèles d'affaires et à la résolution des contraintes systémiques à la production, la transformation, la commercialisation pour ces jeunes. L'adoption des pratiques agricoles résilientes au climat, la facilitation de l'accès au financement sont également des aspects pris en compte dans l'accompagnement des jeunes.

	GlkhMV - Equality between men and women Le projet EJASA 2 va utiliser une approche « Egalité de Genre et Inclusion Sociale » intersectionnelle et transformatrice pour garantir que les femmes, les hommes, quels que soient leur âge, leur origine ethnique, leur niveau d'alphabétisation ou tout autre déterminant social, puissent participer et bénéficier efficacement des activités. Il prendra en compte tous aspects qui assureront leur meilleure inclusion dans les maillons de chaines de valeur retenus. Il vise 50% de femmes et 50% d'hommes dont des jeunes non scolarisés ou déscolarisés, ayant des perspectives d'éducation et d'emploi, d'accès aux opportunités économiques, limitées. Des jeunes sans emploi en font partie également. KlmAdp - Climate change/ adaptation Le projet appuiera les jeunes, hommes et femmes, à adopter des techniques de production et de transformation qui soient résilientes au changement climatique. Mrkt Toe – Accès au marché EJASA 2 comme EJASA (1) a un focus sur le marché. Il bâtira ses activités sur les chaînes de valeur agricole ayant un fort potentiel de marché et de croissance. Le projet utilisera l'approche d'intelligence de marché et le système d'information de marché harmonisé, en synergie/complémentarité avec d'autres partenaires/interventions. Il utilisera l'approche « Cluster » édictée par le MAEP et qui permet de relier, entre autres, les jeunes producteurs.rices et transformateurs.rices aux fournisseurs d'intrants et au marché.

SECTION: Policy appraisal

Policy relevance

- What policy objectives, as set out in the annual plan, policy notes etc., will this activity contribute to?

Le projet EJASA 2 contribuera au HGIS 6 : Développement durable, sécurité alimentaire, eau et climat. En effet, il concourra à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Benin et à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (O.D.D = S.D.G) numéro 2 et plus précisément aux 3 principaux outcomes de niveau supérieur du cadre de résultats du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnel du ministère néerlandais chargé du commerce extérieur et de la coopération au développement à savoir :

- des personnes sorties de la sous-alimentation (outcome 1) ;
- des petits producteurs alimentaires ont doublé leur productivité et leurs revenus (outcome 2) ;
- des hectares de terres agricoles converties en utilisation durable (outcome 3).

Le projet est aussi en ligne avec le document de politique 2022 du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères « Do what we do best ». Il est une mise à l'échelle d'un pilote qui a commencé par donner des résultats

intéressants. En outre, il va contribuer à l'atteinte de l'objectif de la sécurité alimentaire pour tous, à un meilleur accès à la nutrition, à un appui à la résilience économique et sociale des jeunes, à la promotion de l'égalité genre et de l'autonomisation des femmes, à un alignement avec les organisations locales.

Le projet est également en cohérence avec le plan stratégique multi annuel 2023-2026 des Pays-Bas pour le Bénin qui prévoit contribuer, entre autres :

- ✓ à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition,
- ✓ à l'emploi des jeunes et des femmes dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'amélioration de leur productivité et revenu en vue du renforcement de leur résilience économique et sociale, et
- ✓ à la promotion des systèmes alimentaires résilients ;
- ✓ à la promotion d'une approche intégrée de la production à la consommation (dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle) ;
- ✓ à une agriculture adaptée au changement climatique.

Le projet est également en phase avec la note stratégique de IGG sur les systèmes d'exploitation agricoles durables (Sustainable Farming Systems - Strategic Directions, august 2022.docx (buzaservices.nl)) qui met l'accent sur les petits producteurs.

Le projet est également en harmonie avec le Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2 2021-2026) qui vise l'amélioration des performances du secteur agricole à travers notamment la reforme de l'accès des producteurs aux intrants et semences de qualité, un meilleur accès au marché. La promotion de l'emploi des jeunes et des femmes est également l'une des priorités du PAG2.

Rationale

- What issue/problem will be addressed by the activity?

Le Benin enregistre ces dernières années de bonnes performances sur le plan économique. Toutefois, sa croissance économique est peu inclusive et la pauvreté reste importante avec un taux de pauvreté monétaire de 40 % en 2015 et de 39 % en 2019 (EMICOV). Cette pauvreté touche plus les zones rurales que celles urbaines avec un pourcentage de 44 % contre 36 % respectivement. La pauvreté multidimensionnelle quant à elle est encore plus prononcée avec une incidence supérieure à 66% notamment dans les zones rurales. Les départements de l'Alibori et de l'Atacora, entre autres, sont plus particulièrement affectés par cette forme de pauvreté, du point de vue incidence et sévérité.

Le secteur agricole en général est un secteur clé de la vie socio-économique du Pays. Contribuant pour 27 % au Produit Intérieur Brut du Bénin et constitué de 55 % de la population totale (Recensement National de l'Agriculture, 2021), ce secteur comprend 60 % de petites exploitations agricoles. Celles-ci assurent, à elles seules, 95 % de la production agricole dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora. Ces petites exploitations ont des performances et une productivité faibles. En effet, leur utilisation (des) et accès aux ressources productives agricoles sont limités : i) l'accès à la terre est inégal et en défaveur des femmes et des jeunes ; ii) les systèmes d'irrigation sont présents seulement sur 3,4 % des exploitations agricoles et 1,7 % des superficies sont irriguées ; iii) seulement 7 % des exploitations agricoles ont accès au crédit ; iv) une faible disponibilité de semences de qualité et le non-respect des itinéraires techniques avec 63 % des chefs de ménages agricoles n'ayant aucun niveau d'instruction et seulement respectivement 8 % et 2,6% ayant reçu une formation d'alphabétisation et une formation professionnelle. Ceci dénote d'une faible couverture des exploitations par les services de conseil/vulgarisation agricole ; v) un faible niveau de digitalisation dans les chaines de valeurs.

A ces limitations il faut ajouter une faible structuration des organisations professionnelles agricoles et un accès au marché mal organisé pour les producteurs, transformateurs et éleveurs.

Avec une grande proportion d'actifs agricoles jeunes (les jeunes de 15 à 34 ans représentent 66 % de la population active béninoise), le secteur est dominé par un sous-emploi ambiant. Le pourcentage d'emploi à temps partiel est de 81 % sur le plan national, 80% dans l'Alibori et de 85% dans l'Atacora. Ce sous-emploi est particulièrement élevé chez les femmes (85 % contre 62 % chez les hommes) et chez les jeunes de 15 à 34 ans (83 %). De ce fait, les femmes sont plus concernées par la vulnérabilité du travail que les hommes. Leur temps de travail est largement consacré aux tâches ménagères et aux fonctions reproductives. A cela s'ajoute le fait

qu'elles ont une mobilité limitée et un pouvoir de décision restreint. Elles subissent aussi l'effet néfaste des stéréotypes de diverses sortes qui limitent leur accès aux ressources productives, aux biens et services et leur responsabilisation dans la société.

En définitive, le déficit d'éducation et de compétences professionnelles des jeunes et des femmes, leurs faibles opportunités d'emplois bien rémunérés ainsi que leur accès limité aux ressources productives, les pesanteurs socio-culturelles peu favorables à eux, engendrent leur précarité et leur vulnérabilité de plus en plus préoccupantes. Cette situation des jeunes couplée avec l'évolution négative de la situation de la sécurité, ajoutée d'une part à la multiplicité des investissements non retraçables venant des pays du golfe et d'autre part, à l'émergence de courants islamiques qui se radicalisent, créent des conditions favorables à de potentiels risques de radicalisation et d'extrémisme violent au nord Bénin. Depuis fin 2021, le nord Benin connait des attaques terroristes. Certains spécialistes de sécurité ont fait cas de l'existence de nombreuses cellules dormantes dans le pays. Il a été aussi mentionné des recrutements de jeunes pour leur enrôlement dans des groupes jihadistes. Des infiltrations des terroristes sur le territoire du nord Benin ont été mentionnées par certaines communautés. Les conflits agriculteurs-éleveurs deviennent plus fréquents. Tout ceci nécessite des mesures incisives pour prévenir ou atténuer les risques de radicalisation, en plus des actions militaires.

Sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, selon les données de l'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, édition 2022, la situation présente des défis plus importants que lors des éditions passées :

- 26 % des ménages (3.000.000 personnes) sont en insécurité alimentaire dont 2 % (220.000 personnes) en insécurité alimentaire sévère. Ce taux est de 28 % et de 15 % respectivement dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori. Cette insécurité alimentaire est plus accentuée en milieu rural et dans les ménages dirigés par les femmes. Les communes de Matéri et de Tanguiéta dans l'Atacora accusent un taux d'insécurité alimentaire des plus élevés, variant entre 41% et 49 % ;

- 40 % des béninois ont une consommation alimentaire inadéquate, en terme de fréquence et de diversité alimentaire. Dans l'Atacora, ce sont 47 % des ménages qui ont une consommation alimentaire inadéquate. Toutefois, le Couffo reste le département le plus touché avec 77 % ayant une consommation alimentaire inadéquate ;

- les chocs liés à l'augmentation des prix et ceux dus au dérèglement et au changement climatiques sont les principaux chocs auxquels ont été confrontés beaucoup de ménages en 2022. En moyenne, environ un ménage sur deux en a subi en 2022. Ces chocs augmentent la vulnérabilité des ménages. Il est probable que l'ampleur de ces chocs se serait accru avec la crise russo-ukrainienne survenue en 2022 et toujours en cours. En ce qui concerne les chocs relatifs au changement climatique, ils comprennent les pluies diluviennes, les inondations, la sécheresse ou encore l'érosion. L'allongement de la saison sèche et l'irrégularité des pluies a un effet global sur la production agricole en générant des retards de semis, la baisse des récoltes, ou encore la recrudescence des maladies et ravageurs des cultures. Sans mesures d'adaptation telles que l'amélioration des systèmes de culture et l'irrigation, la production agricole devrait diminuer de 3 % à 18% en 2025, selon les projections ;

- En matière de malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois, le département de l'Alibori est le plus touché au Bénin avec un taux de 16 %, contre un taux moyen national de 9 % en 2022. Le département de l'Atacora fait partie des départements les plus touchés avec un taux de 11 %. Quant à la malnutrition chronique (ou retard de croissance), le département de l'Alibori est toujours le plus touché avec un taux de 48% contre une moyenne nationale de 34 %. L'Atacora est le deuxième département le plus touché avec un taux de 43%.

Toutefois, les potentialités et la marge de progression possibles sont énormes dans le secteur agricole avec une population jeune et seulement 44 % des superficies agricoles qui sont exploitées. Ces potentialités sont grandes au nord Bénin (départements de l'Alibori, de l'Atacora, du Borgou et de la Donga) qui fait près des trois quarts de la superficie totale et plus du tiers de la population totale du pays.

En somme, le problème peut se résumer pour la zone nord Bénin et plus précisément pour les départements de l'Alibori et de l'Atacora, à un secteur agricole et para agricole peu productif, peu diversifié, faiblement rémunérateur, pas attrayant pour les jeunes, marqué par une insécurité alimentaire et une malnutrition importantes, avec peu d'opportunités et de perspectives favorables pour les jeunes et les femmes, le faible accès aux ressources productives pour ces jeunes et femmes, dans un contexte de changement climatique et

de risque réel d'insécurité et de radicalisation. Ces acteurs ont un faible accès à la connaissance, aux services d'encadrement agricole et de renforcement des capacités entrepreneuriales, à la terre, au financement, à l'eau, aux intrants et aux technologies devant leur permettre de meilleurs revenus. Les marchés rémunérateurs font également défaut à tous ces acteurs qui ne sont pas bien organisés pour y accéder. Les jeunes femmes sont doublement concernées alors qu'elles se trouvent être bien souvent les garantes de la couverture des besoins alimentaires du foyer tout en assumant l'entière responsabilité des tâches ménagères et le soin des enfants.

Le renforcement de la résilience des ménages vulnérables surtout de leurs jeunes membres doit constituer une priorité pour trouver une solution durable à cette situation. Il résulte de ce qui précède l'urgence, la nécessité et l'opportunité d'appuyer les jeunes des départements de l'Alibori et de l'Atacora autour des activités productives agricoles à bon potentiel de marché, de productivité et de revenu afin qu'ils puissent acquérir une résilience économique, climatique, sociale qui leur garantirait la résilience alimentaire et même au-delà, les éloignera des risques de radicalisation et de l'extrémisme violent. C'est à ce but que vient répondre le projet « Emploi des Jeunes pour une Amélioration de la Sécurité Alimentaire au Nord du Bénin, deuxième phase (EJASA 2) », pour la mise à l'échelle de la phase pilote

- Why does the activity help to address the issue/problem? Please explain the Theory of Change.

Pour contribuer substantiellement à la résolution de la problématique indiquée supra, et, valorisant les résultats et leçons apprises de la phase 1, la phase 2 de EJASA vise à ***augmenter durablement les revenus pour les jeunes agri preneurs (h/f) travaillant dans l'agriculture grâce à des systèmes alimentaires plus résilients et inclusifs ; avec une production et une consommation accrue des produits alimentaires à forte valeur nutritionnelle.***

L'atteinte de cet objectif est basée sur la vision que : le développement de chaînes de valeur favorables à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'autonomisation économique des jeunes (maraîchage, soja, petits ruminants et volaille) sera rendu possible grâce à (1) des jeunes (h/f) qui disposent de moyens techniques, financiers et humains, ainsi que de l'envie de s'investir dans le secteur agricole ; (2) une amélioration des chaînes de valeur par l'occupation de ces jeunes (h/f) formés à des méthodes agricoles, incluant les techniques de production, de transformation, d'approvisionnement, de commercialisation et de financement/gestion appropriées et (3) un renforcement de l'environnement institutionnel des systèmes alimentaires (environnement, industrie, marchés, etc.) afin que celui-ci soit plus favorable aux jeunes (h/f).

Ces trois axes sont interdépendants et complémentaires les uns des autres. Le narratif de la théorie de changement se lit comme suit :

Si, au « niveau micro », les jeunes agri preneurs (h/f) ont un accès accru aux opportunités et sont actifs dans les activités économiques profitables et durables tout en gérant leurs activités de façon plus professionnelle (Effet 1) ;

Si, au « niveau méso », les jeunes agripreneur.es développent des relations commerciales équitables et durables au sein de clusters porteurs et augmentent la disponibilité de produits agricoles/agroalimentaires nutritifs et diversifiés et que les ménages de jeunes ont accru durablement leur consommation de divers produits alimentaires nutritifs rendant ainsi les systèmes alimentaires plus productifs, résilients et nutritifs (Effet 2)

Et si, au « niveau macro », l'environnement institutionnel devient favorable à l'inclusion des jeunes et des femmes, que les intérêts des jeunes agri preneurs (h/f) sont pris en compte par les institutions et les barrières spécifiques d'entrée aux marchés agricoles et d'accès aux ressources productives sont réduites (Effet 3),

Alors, la résilience des populations des départements de l'Atacora et de l'Alibori sera accrue grâce à une agriculture plus rémunératrice, durable et résiliente au climat, qui améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribue à la stabilité sociale (Impact).

EJASA 2 aide à la résolution de la problématique présentée ci-dessus en raison de son intervention à trois niveaux (micro, méso et macro) pour offrir aux jeunes et femmes évoluant ou désirant d'évoluer dans le secteur agricole d'accéder de façon inclusive aux ressources productives (techniques de production et de transformation résilientes au changement climatique, intrants, financement, …), de mieux s'organiser pour atteindre le marché à des prix plus rémunérateurs, d'offrir des produits cultivés ou transformés de bonne qualité nutritionnelle pour les consommateurs. Le projet offre donc une approche intégrée adaptée aux jeunes hommes et femmes, petits producteurs, en situation de sous-emploi ou de sans emploi. Tout ceci débouchera sur une augmentation significative durable du revenu pour les jeunes, hommes et femmes. Le projet a ciblé, comme dans sa phase pilote, les départements de l'Alibori et de l'Atacora, où la malnutrition (Alibori) et l'insécurité alimentaire (Atacora) sont élevées, et où la situation sécuritaire est à l'épreuve, induisant les risques importants de radicalisation et d'extrémisme violent.

Contextual analysis

- Who is/are the target group(s) and why?

Les principaux groupes cibles sont les jeunes (H/F) des départements de l'Alibori et de l'Atacora, en situation de sous-emploi dans le secteur agricole ou para agricole ou qui sont sans emploi, peu ou pas scolarisés, avec toutefois une faible proportion de scolarisés. Ils sont au total 12.500 jeunes ciblés (50% femmes, 50% hommes). Ce nombre se répartit comme suit :
- 10.250 agri preneurs en situation de sous-emploi (Production, transformation, artisanat agricole)
- 1.375 jeunes sans emploi
- 250 jeunes pour l'emploi salarié
- une prévision de 625 jeunes qui reçoivent les accompagnements notamment en termes de formation mais qui pour une raison ou une autre ne poursuivent pas la collaboration avec le projet.

Ces groupes de jeunes sont choisis puisque ce sont eux qui sont exposés au problème de sous-emploi et de chômage, manquent d'accès suffisant aux ressources productives (terre, compétences techniques, entrepreneuriales et de gestion, financement, intrants de qualité). Leur niveau de productivité est bas de même que leur revenu. Ils restent tous dans une certaine précarité, certes à des degrés divers, les soumettant à des risques de basculement dans la radicalisation et l'extrémisme violent.

- Who are the other main stakeholders?

Les autres principales parties prenantes comprennent d'abord les Organisations Professionnelles Agricoles (au nombre de 24). Dans le cadre du projet, les OPA vont bénéficier de renforcement de capacités pour être à même de poursuivre le suivi avec les jeunes, même après la fin du projet (durabilité). Ces OPA comprennent des organisations de producteurs de soja, de maraichers, d'éleveurs de petits ruminants et de volaille.

Les autres parties prenantes comprennent :

- au niveau national, les Ministères clés (agriculture, enseignement secondaire technique et formation professionnelle, emploi et des PME, intérieur, décentralisation, industrie et commerce, Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition) ;
- au niveau départemental, avec les Préfectures, les services déconcentrés de l'Etat (direction départementales de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Agences Territoriales de développement agricole, Conseil de l'alimentation et de la nutrition Atacora et Alibori), les Chambres Interdépartementales de l'Agriculture, les intercommunalités et les faitières régionales des filières promues ;
- au niveau communal et local, avec les entreprises privées, mairies, OPA, ONG locales, centres de formation, lycées techniques, institutions financières et prestataires de services en développement des affaires

- To what extent have stakeholders been involved in formulating the proposal?

Les représentants des principaux groupes cibles mentionnés ci-dessus ont été consultés à travers leurs représentants et leurs organisations professionnelles d'appartenance. Les expériences et séances organisées avec eux tout le long de la première phase ont nourri le montage de la deuxième phase.

Une séance spécifique de concertation a été organisée avec les parties prenantes du projet dans le cadre de la préparation de la phase 2. Ont pris part à cette concertation les ministères coiffés par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la Peche, les structures déconcentrées telles que des agences territoriales de développement agricoles (ATDA), des directions départementales de l'agriculture, de l'élevage et de la Peche, la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et Professionnelles Agricoles (PNOPPA), l'Association Nationale des Femmes Agricultrices du Benin. Leurs avis et besoins ont été entendus sur le contenu de cette phase. Ces acteurs ont fait plusieurs contributions durant les discussions, incluant celles portant sur le choix des communes.

- Is the intervention aimed at a specific geographical location, and if so, why?

Le projet, tout comme dans sa première phase, a ciblé les départements de l'Alibori et de l'Atacora, deux départements dans lesquels la situation de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition, de la pauvreté et de la sécurité est préoccupante. La conjonction de ces phénomènes, ajoutée à la situation de précarité socio-économique des jeunes et des femmes, constitue un risque très potentiel de radicalisation et d'extrémisme violent de la part des jeunes de ces départements.

Added value

- What is the added value of the Dutch government being involved in relation to other donors, the EU, NGOs and local authorities?

Les Pays-Bas sont engagés et ont démontré à travers leurs expériences au Benin, une grande capacité à faire développer chez les jeunes et les femmes des aptitudes à se faire davantage confiance, à acquérir plus de liberté sur le contrôle de leur vie, à entreprendre et être plus autonomes économiquement, socialement, politiquement. Dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les Pays-Bas appuient les jeunes, dans les domaines de leadership, entrepreneuriat, technologies de production et de transformation, facilitation de l'accès au financement, aux intrants et au marché. L'un des éléments clés distinctifs de l'appui des Pays-Bas pour ce projet, c'est l'approche système, intégrée, qui considère les niveaux micro, méso, macro et qui va de la production(champ) à la consommation(table).

- Are the recipients making an own contribution or co-participating in the activity, and if so, to what extent?

Les acteurs bénéficiaires contribuent en nature, par leurs forces physiques, les matériels et bâtiments et aussi en numéraire pour le financement de leurs activités de production et de transformation. Le projet les appuie pour la constitution des groupes d'épargne et de crédit, la mise en relation avec les institutions de micro finance. Certains jeunes reçoivent du projet de soutien sous forme de kit pour l'acquisition de semences de qualités, d'intrants spécifiques. La part de la contribution/participation des bénéficiaires n'est pas facilement estimable, étant donné qu'une partie est en nature.

Lessons learned

- What lessons learned (from previous or comparable activities, published evaluations, relevant publications) will be addressed by the activity?

La phase pilote du projet EJASA a permis de tirer plusieurs leçons apprises pour améliorer les performances à la deuxième phase. Les principales leçons apprises sont présentées ci-dessous.

- *Performances/efficacité de la première phase.*

Durant la phase pilote d'une durée de 2 ans 3 mois seulement, le projet a été capable de délivrer des résultats encourageants en termes de nombre de jeunes touchés et de ceux qui augmentent leur revenu. Le projet a relativement vite pris au point de demander et d'obtenir une extension avec augmentation de budget (top up) sans prolongation de la durée de mise en œuvre. Ce fait montre la capacité de l'équipe du projet à réussir une mise à l'échelle.

- *Flexibilité* :

La flexibilité donnée par l'Ambassade dès le départ au projet à la phase pilote a permis à ce dernier de s'organiser, d'apprendre et de s'ajuster au fur et à mesure dans sa mise en œuvre. Si la durée de la phase pilote a été relativement courte, la deuxième phase offre une durée plus raisonnable pour prendre en compte la plupart des leçons apprises de la première phase. Cette flexibilité sera renforcée pour permettre au projet de faire un apprentissage continu et de s'adapter quand cela est nécessaire pour atteindre les meilleurs résultats possibles sur une base durable.

- U*n pas de plus vers une approche intégrée pour atteindre des résultats tangibles et durables dans le domaine de la nutrition :*

La première phase a permis aux jeunes accompagnés de commencer par améliorer leur productivité et leur revenu grâce à l'application de nouvelles techniques agricoles efficaces, à une facilitation de leur accès aux semences de qualité, et à un début d'organisation pour des marchés rémunérateurs. Toutefois, ces résultats n'ont pas suffisamment abouti à une amélioration de la nutrition au sein des communautés. Certes, la durée de la phase pilote est assez courte pour tirer des conclusions sans ambages. Toutefois, ces résultats sont conformes à l'une des conclusions de l'évaluation du Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) conduite par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Tirant leçon de ces résultats, la deuxième phase intégrera, outre l'amélioration de la production et de la qualité des produits de fortes valeurs nutritives (produits maraichers, soja encore appelée la viande des pauvres, la viande à proprement parler avec la volaille et des petits ruminants), des activités visant aussi le renforcement de la demande de ces produits. Ceci se fera, entre autres, à travers des activités d'éducation nutritionnelle, renforçant ainsi l'intégration des activités de la table à la fourchette.

- *Renforcement de la prise en compte des jeunes vulnérables et de l'inclusion :*

Au cours de la première phase, les jeunes retenus pour les accompagnements étaient pour la plupart ceux faiblement ou pas éduqués, qui peinaient à décoller de leurs activités, mais étaient déjà en activité (agricole). A la deuxième phase, un pas supplémentaire sera franchi en matière de prise en compte des jeunes vulnérables et de l'inclusion. Ceci se fera en incorporant des jeunes qui ne sont pas encore en activité. En effet, les plus vulnérables parmi les jeunes sont si démunis qu'ils n'arrivent pas à démarrer une activité. Etant donné que le projet se veut aussi un instrument de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, il s'est avéré nécessaire de prendre en compte cette couche de jeunes pour ne pas les laisser sur le quai, au risque de leur recrutement dans des groupes jihadistes.

- *Renforcement de l'appui aux activités qui ont un fort potentiel en termes d'inclusion et d'autonomisation des femmes*

A la phase pilote, le projet a pu mettre en place des stratégies qui ont permis d'inclure plus de 46 % de jeunes femmes dans le rang des bénéficiaires. Ceci va se renforcer à la deuxième phase en donnant de l'attention aux maillons de chaînes de valeurs les plus porteurs pour les femmes comme la transformation, le maraichage, l'élevage des petits ruminants et le lait. En outre, les jeunes femmes bénéficieront des appuis en termes de l'éducation financière et nutritionnelle. Aussi, le long des chaînes de valeurs, les obstacles à l'émergence des femmes dans les activités seront identifiés et les activités spécifiques pour lever ou atténuer ces obstacles seront entreprises. Le projet apportera un appui spécifique pour renforcer la représentativité des jeunes femmes parmi les jeunes mentors, coaches, et dans les Organisations Professionnelles Agricoles.

- *Renforcement de la sensibilité aux conflits*

Les départements de l'Alibori et de l'Atacora sont les plus exposés à des incursions jihadistes dans le pays. Ce sont aussi les départements dans lesquels les conflits agriculteurs-éleveurs connaissent une ampleur importante (certes le Borgou et la Donga ne sont pas du reste). Au cours de la phase 2, la sensibilité aux conflits sera davantage intégrée dans toutes les activités du projet pour renforcer la capacité des acteurs à prévenir et gérer les conflits.

Gender

- Does the proposal include a gender analysis?

La proposition a pris en compte les leçons apprises de la première phase en matière de genre. Elle a prévu aller plus loin pour une approche réellement encore plus genre transformative. Pour ce faire, l'outil « Egalité Genre et Inclusion Sociale, EGIS » sera appliqué dans les différents maillons des chaines de valeur avec une attention sur les maillons les plus porteurs pour les femmes. La proposition a prévu d'analyser plus spécifiquement les barrières systémiques liées au genre, de s'engager avec les organisations de femmes pour accroître l'adhésion de beaucoup de femmes, d'augmenter le nombre de coaches, de championnes et de leaderes, la budgétisation d'activités visant un changement transformateur pour les femmes et les jeunes, la participation active et un bon niveau de représentativité des femmes dans les instances, un renforcement du leadership des femmes. La proposition a aussi donné de l'attention aux groupes de jeunes vraiment vulnérables sans emploi qui seront accompagnés.

- Does the proposal justify the target group's gender-specific interests and needs (and why)?

Oui, la proposition a bien justifié les besoins et intérêts des groupes spécifiques qui vont recevoir les appuis du projet. Ce sont des jeunes sous-employés ou sans emploi, qui n'ont pas les compétences et les ressources productives nécessaires pour exercer efficacement des activités de production et de transformation pour avoir de revenu substantiels. Le projet entend les accompagner pour leur donner des opportunités et un environnement immédiat favorable à leurs activités et à la réalisation de meilleurs productivités et revenus.

- Have women and young people been included in the stakeholder analysis?

Bien sûr que les jeunes et les femmes ont été inclus dans l'analyse des parties prenantes.

Climate change

- Does the proposal include an analysis of the possible effects of climate change on the activity or its results?

Oui, la proposition inclut une analyse des effets possibles du changement climatique sur le rendement et la production. L'analyse du problème présentée plus haut en a fait cas.

- Does the proposal include any interventions to combat these effects (adaptation/mitigation)?

La proposition comporte effectivement des mesures pour lutter contre le changement climatique et ses effets sur les jeunes agri preneurs. Par exemple, des techniques de Gestion Durable de Terres (GDT) et d'adaptation au changement climatique seront appliquées sur 2.500 hectares de terres au moins.

Cooperation, harmonisation and alignment

- Does the activity involve cooperation with Dutch organisations, the EU or other donors (including delegated cooperation), local organisations or other parties?

Oui.

EJASA 2, comme EJASA 1, va être mis en œuvre par la SNV qui est néerlandaise. En outre, le projet coopérera avec GAIN (et Care) dans le programme DIETS-CASCADE sur la nutrition (financement central, IGG), Woord en Daad dans le cadre du projet Drops4Crops, Holland Green Tech pour son expertise dans les chaînes de valeur de cultures maraîchères, la suite du « Orange Knowledge Programme ». A ces projets, il faut ajouter ceux que finance le Royaume des Pays-Bas comme ACMA 3, BENIBIZ2, SAFEVEG. La collaboration se fera aussi avec d'autres projets que met en œuvre la SNV comme le PDIEM, le MOPPS. La proposition de EJASA 2 donne des indications plus détaillées des axes possibles de collaboration (annexe 6).

Les discussions sont en cours avec la Délégation de l'Union Européenne et il est probable d'avoir un abondement des fonds délégués de l'Union Européenne pour cette phase à partir de 2023. Le cas échéant, les cibles de résultats connaîtront conséquemment un ajustement à la hausse.

La SNV, comme à la première phase, travaillera étroitement avec des organisations Non Gouvernementales locales comme DEDRAS-ONG, SIA N'SON-ONG, SOJAGNON, AGRIFINANCE et des Organisations Professionnelles Agricoles comme par exemple la Fédération Nationale des Organisations de Maraichers (FeNOMa), Association Bénin Soja (ABS), l'Union Nationale des Producteurs de Soja (UNPS), l'Union Régionale des Coopératives de Maraichers (URCooPMa), l'Association Nationale des Organisations Professionnelles d'Eleveurs de Ruminants (ANOPER), l'Union Nationale des Aviculteurs Professionnels du Bénin (UNAP).

La SNV travaillera aussi avec plusieurs structures gouvernementales telles que les Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA 1,2 et 3), les Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de l'Alibori et de l'Atacora, les intercommunalités (Association pour la Promotion de l'Intercommunalité dans le Département de l'Alibori, APIDA ; Association des Communes de l'Atacora et de la Donga, ACAD), les mairies des communes d'intervention.

- How does the activity contribute to harmonisation and/or multi-donor financing?

Le projet collaborera avec le Ministère de l'Agriculture, ACMA 3 pour le système d'Information de Marché (SIM) harmonisé en cours. Le responsable du projet participe aux travaux du sous-groupe « Transition Agro-écologique » en vue d'assurer l'harmonisation des stratégies et mesures pour la prise en compte des dimensions agroécologiques dans certaines interventions. La proposition est assortie de mesures pour assurer la synergie et la complémentarité avec d'autres interventions (voir annexe 6).

Comme indiqué ci-dessus, les échanges sont en cours avec l 'Union Européenne qui pourrait contribuer au projet à partir de 2023.

- What is the degree of (policy and financial) alignment?

EJASA 2 est parfaitement aligné au PAG 2 2021-2026 dans son pilier 2, Engager la transformation structurelle de l'économie et précisément l'axe stratégique n°4 : Amélioration de la croissance économique et les actions 2 « Créer les pôles régionaux de développement agricole et promouvoir des filières agricoles phares » et 6 « Promouvoir les unités de transformation, de conservation et le commerce ». EJASA 2 répond aussi aux objectifs de ce PAG 2 en termes de création d'emplois durables pour les jeunes et les femmes, de réforme de l'accès aux semences, intrants et au marché ainsi que d'une agriculture intelligente face au climat.

Le projet EJASA 2 sera mis en œuvre par la SNV. Il travaillera en symbiose avec les structures gouvernementales : ATDA 1,2 et 3 et DDAEPs Alibori et Atacora, les intercommunalités à savoir : APIDA et ACAD. Il travaillera également avec les communes.

Les ressources financières prévues seront mises à la disposition de la SNV pour l'exécution du projet. L'Ambassade informera périodiquement le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la mise en œuvre du projet, à travers le renseignement de la fiche d'information sur le projet. Touefois, ceci n'est pas contractuel.

Digitalisation

- Have proposed digital technologies been developed or chosen in collaboration with end-users?

EJASA 2 prévoit utiliser le Système d'Information de Marché (SIM) harmonisé et le Système d'Information et de Formation Technique (SIFT) en cours de déploiement par un cadre harmonisé sous le leadership du ministère de l'agriculture avec une contribution essentielle du projet ACMA2. Ces deux plateformes résultent de consultations entre plusieurs acteurs (gouvernementaux, organisations professionnelles agricoles, autres structures privées,…).

- Does the proposal include an analysis of the local digital ecosystem?

Oui.

- Is data security guaranteed?

Oui, surtout avec la réglementation récente du Bénin en la matière.

- Are digital solutions locally sustainable/relevant?

Oui. Les acteurs locaux (Gouvernement = MAEP, Organisations Professionnelles = FUPRO-Bénin) sont les principaux demandeurs de ces outils.

- Is duplication avoided?

Oui. EJASA 2 ne veut pas créer ses propres outils. Il veut s'associer à l'initiative déjà en cours.

Additional remarks (if applicable)

SECTION: Results

- What are the main OUTPUTS (services and products) that will be delivered through the activity? Describe briefly.

  Capacités:
  1.1.1 : Les jeunes agripreneurs (h/f) ont acquis des compétences personnelles et entrepreneuriales pertinentes et adaptées à leurs besoins ainsi qu'aux besoins du marché et sont en mesure de construire des modèles économiques viables.
  1.1.2 : Les jeunes agripreneurs (h/f) ont reçu une éducation financière et ont construit le modèle économique de leurs activités qu'ils peuvent soutenir auprès de financeurs potentiels.

  Marché :
  1.2.1 Les jeunes agripreneurs (h/f) ont établi une relation durable avec les "clusters" de leurs chaines de valeur.
  1.2.2 Les Organisations Professionnelles (OP) organisent des « clusters » et développent des modèles d'affaires permettant de pérenniser leurs activités.

  Alimentation/nutrition
  2.1.1 Les jeunes agripreneurs (h/f) sont davantage sensibilisés aux enjeux alimentaires et de nutrition grâce à une éducation nutritionnelle intégrée.
  2.1.2 Les Organisations Professionnelles (OP) et Partenaires Techniques (PT) ont adopté le sujet 'alimentation nutritive' dans leurs services en travaillant avec les cadres de concertation sur la nutrition (CdCn).

  Production/transformation
  2.2.1 Les jeunes agripreneurs (h/f) ont une meilleure maîtrise et un accès accru aux technologies, pratiques et intrants plus productifs, durables et résilients au changement climatique.
  2.2.2 Les jeunes agripreneurs (h/f) ont des compétences techniques et commerciales qui leur permettent de proposer aux populations vulnérables des produits nutritifs accessibles

  INCLUSION/ Plaidoyer/lobbying
  3.1.1 Les jeunes agripreneurs (h/f) ont acquis de meilleures capacités et compétences en matière de plaidoyer au niveau local
  3.1.2 Les jeunes agripreneurs (h/f) sont représentés dans les cadres de concertation clés (marchés, état, secteur privé, ressources naturelles, projet EJASA...)
  3.2.1 Les Cadres de Concertation Fillières (CdCf) identifient des barrières systémiques limitant l'accès au marché, aux facteurs de production et facilitent le développement de solutions spécifiques pour les jeunes agripreneurs (h/f)

- What are the main OUTCOMES (changes and effects for the target groups) that will be achieved through the activity? Describe briefly.

Impact : Résilience des populations des départements de l'Atacora et de l'Alibori accrue grâce à une agriculture plus rémunératrice et résiliente au climat qui améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribue à la stabilité sociale.

Effet 1: Opportunités économiques des jeunes dans le secteur agricole accrues (niveau micro) : Les jeunes agripreneurs (h/f) ont un accès accru aux opportunités et sont actifs dans des activités économiques profitables et résilientes au changement climatique.

Effet 2: Systèmes alimentaires plus productifs, résilients et nutritifs
(niveau méso) : Les ménages de jeunes ont accru la consommation et la production résiliente au changement climatique des divers produits alimentaires nutritifs.

Effet 3: Environnement institutionnel favorable à l'inclusion des jeunes (h/f) (niveau macro) : Les intérêts des jeunes agripreneurs (h/f) sont pris en compte par les institutions et les barrières spécifiques d'entrée aux marchés et d'accès aux ressources productives sont réduites (y compris celles liées au genre).

- For each OUTPUT and OUTCOME mentioned above, specify how it will be measured:
  - Specify the indicators if they exist.
  - Specify the baseline values and targets if they exist.

Outputs:

- Nombre de personnes directement atteintes de façon intensive (par rapport à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition) (target : 10.000)
- Nombre de personnes directement atteintes de façon extensive (par rapport à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition) (target : 4.000)
- Nombre de personnes indirectement atteintes (par rapport à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition) (target 50.000)
- Nombre de petits producteurs directement atteints de façon intensive (target : 12.500)
- Nombre de petits producteurs directement atteints de façon extensive (target : 3.000)
- Nombre de petits producteurs indirectement atteints (target : 50.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) ayant acquis des compétences de vie de base, techniques et en entrepreneuriat (target : 12.500)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) qui ont reçu une éducation financière de base (target : 10.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) sensibilisés sur les enjeux alimentaires et de la nutrition (target : 8.000)
- Nombre d'hectares de terre agricole directement atteint (target : 3.000)
- Nombre d'hectares de terre agricole indirectement atteint (target : 6.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) qui ont des connaissances accrues sur des pratiques agricoles plus productives, résilientes aux changements climatiques et/ou de gestion durable du cheptel (target : 8.000)
- Nombre d'actions de plaidoyer menées par les jeunes agripreneurs à l'endroit des institutions publiques et privées (target : 5)
- Nombre de barrières systémiques au marché et aux facteurs de production pour les jeunes agripreneurs (target : 10)

Outcomes :

- Nombre de personnes avec une alimentation adéquate diversifiée (target : 20.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs appuyés (h/f) qui ont augmenté progressivement leurs revenus (target : 10.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs ayant augmenté leur rendement agricole (target : 10.000)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) ayant renforcé leurs capacités technico-économiques pour mieux gérer leurs activités (target : 12.500)
- Nombre de jeunes agripreneurs (h/f) ayant établi des relations commerciales avec des

acheteurs, entreprises, des fournisseurs d'intrants/de services ou des commerçants (target : 6.000)
    - Nombre des jeunes agripreneurs (h/f) ayant accès aux systèmes d'information de marché (SIM) et de formations techniques (SIFT) (target : 8.000)
    - Nombre d'hectares de terres agricoles où sont appliquées au moins 2 mesures GDT/ AC (target : 2.500)
    - Nombre de barrières systémiques spécifiques d'entrée au marché et d'accès aux ressources productives réduites par les institutions publiques et privées (target : 5)
    - Nombre d'infrastructures construites/ réhabilitées opérationnelles (target : 25).

- What method will be used to gather and monitor the data?

  Le projet disposera d'un plan de suivi-évaluation et apprentissage qui guidera la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet.

  Une étude de référence sera faite durant les premiers mois du projet. Elle sera la base du suivi des résultats des indicateurs tout au long de la durée du projet.

  Le projet utilisera une approche combinée AAER (Adapter, Adopter, Répondre, Etendre) – MSC (Most Significant Change) – Sensemaker pour la mise en œuvre, le suivi et apprentissage, l'évaluation des activités. Pour cela, la théorie de changement sera le socle.
  Les données des indicateurs et autres informations qualitatives feront l'objet de collecte périodique et méthodique.

  Une évaluation mi-parcours et une évaluation finale sont prévues.

- Record the following in **the results application:**
  - the thematic results frameworks that apply to this activity;
    Fait.
  - the relevant indicators (including baseline values and targets if they exist).
    Fait.
- Have these results frameworks been communicated with the implementing organization?
  Oui, les indicateurs les plus importants du cadre de résultats du secteur sécurité alimentaire et nutritionnel ont été communiqués et discutés avec l'organisation de mise en œuvre.

- Do the indicators correspond to one or more of the 17 indicators on which the ministry reports to the Dutch parliament? If not, why?

  Tout à fait. Les indicateurs correspondent à plusieurs des 17 indicateurs sur lesquels le Ministère rapporte au parlement. Il s'agit des indicateurs suivants :

A.x.1. Number of people with improved food intake

B.x.1. Number of small scale food producers with increased productivity/income

C.x.1. Number of hectares of farmland used more eco-friendly

SECTION: Monitoring and evaluation

Monitoring

Le suivi de la mise en œuvre des activités de EJASA 2 sera effectué en prenant comme référence la théorie de changement du projet qui définit les principaux chemins (axes) du projet, l'impact, les outcomes, les résultats avec les différents indicateurs y relatifs. Les principales hypothèses formulées au niveau de chaque effet/outcome seront suivis, de même que les principaux risques.
Pour chaque niveau d'outcome/résultats/outputs, les valeurs d'indicateurs seront comparées aux valeurs planifiées.

Les rapports comprendront les plans annuels avec budgets, les rapports narratifs annuels, les rapports annuels financiers, les rapports d'audit annuels. Le projet disposera d'un système de suivi-évaluation qui collectera des données périodiquement et fera une enquête annuelle rigoureuse pour le rapportage des indicateurs de résultats. Un échantillon constitué d'un groupe témoin et d'un groupe de bénéficiaires sera utilisé durant toute la durée du projet pour le suivi de ses résultats. Le projet assurera toutes les opérations de suivi, de collecte, d'analyse et de rédaction des rapports narratifs et financiers. L'Ambassade analysera les différents rapports et s'assurera de leurs qualités avant leur approbation.

Evaluation

Une évaluation mi-parcours et une évaluation finale sont prévues pour ce projet.
Le partenaire de mise en œuvre aura la charge de faire le draft des termes de référence de l'évaluation mi-parcours qu'il soumettra à l'Ambassade pour son approbation. Le rapport de cette évaluation mi-parcours sera soumis à l'Ambassade pour approbation.

L'Ambassade des Pays-Bas aura la charge de la préparation et du suivi de l'évaluation finale, en collaboration avec l'équipe du projet. Le cadre d'évaluation du ministère sera utilisé à cet effet.

SECTION: Finance

Budget breakdown

Un aperçu sur le budget est mentionné dans le tableau ci-dessous.
Le budget est arithmétiquement correct et les montants et taux sont acceptables. Les taux respectent aussi l'arrangement existant entre la SNV et IGG.
Le budget comporte de lignes sur les dépenses en personnel, pour les activités, les couts totaux directs, les frais de gestion.
Aucune révision budgétaire au début du projet n'est nécessaire. Toutefois, étant donné la flexibilité que l'Ambassade voudrait donner à cette proposition, les discussions restent possibles à tout moment avec le partenaire pour une révision budgétaire pour atteindre les meilleurs résultats et ce, de façon durable.
D'autres informations sur le budget se trouvent dans la proposition, notamment l'articulation par résultat (MINBUZA-2022.1459561, Annexe 8, fichier excel).
En général, ce budget est un bon outil de gestion.

I	**Direct Staff costs**	
	national staff	3.383.960
	expat staff	453.717
II	**Other direct costs**	
	activity costs	7.678.449
	activity related travel costs	631.787
	materiel/investments	54.996
	vehicule costs	70.000
	frais fonctionnement bureau	707.814
A	Subtotal Direct costs	12.980.723
II	In-country Program delivery costs (6,5%)	843.747
B	Subtotal Direct + Program Delivery Costs	13.824.47
III	Global Indirect costs (8,5%)	1.175.080
C	SUBTOTAL	14.999.550
D	Unforeseen	

E	TOTAL	14.999.550

En plus de ce montant, il y a 250.000 EUR pour l'évaluation finale du projet. L'évaluation sera faite conformément au cadre d'évaluation du Ministère.

Earmarking

La subvention des Pays-Bas n'est pas ciblée.

Prepayments

L'exécution du projet nécessitera les paiements anticipés. Sur la base de l'arbre de décision, les paiements seront faits selon une périodicité de 12 mois (l'analyse de risques montre que les risques ne sont pas élevés pour le projet).

Les paiements anticipés cumulatifs seront faits au maximum à concurrence de 98 % du montant de la subvention. 98% au lieu de 95% parce que c'est un projet de 5 ans de quinze millions. Donc 5 % est EUR 750.000 et ça c'est une somme importante. Les paiements ne seront effectués que si le besoin de liquidité aura été établi.

Les paiements seront demandés sur la base d'un plan de trésorerie incluant le soldes des paiements antérieurs. Ces paiements seront clos sur la base des rapports financiers et d'audit annuels.

Available resources

	Foreign currency	EUR
Implementing organisation's own contribution		*0*
Firm commitments by EU		*-*
Dutch contribution (including 250.000 EUR for final evaluation)		*15.249.550*
Total available resources		***15.249.550***
Budget needed		***15.249.550***
Still to be financed		***0***
Soft commitments by other donors (for each donor)		*0*
Uncovered balance		***0***

Grant with a repayment obligation, loans, equity investment or guarantee

Il n'y a aucune obligation de remboursement des fonds objet du présent financement.
Il n' y a aucun fonds de garantie et aucun fonds revolving.

Audit opinion

Des audits annuels sur les comptes de EJASA 2 sanctionnés par des rapports d'audit sont prévus dans les obligations de rapportage.

Les rapports d'audit ne seront pas accompagnés par aucun autre document particulier comme sur les risques par exemple.